SÉNAT DE BELGIQUE.

SEANCE DU 16 JUILLET 1901.

Rapport de la Commission de l'Industrie et du Travail chargée d'examiner le Projet de Loi réglementant le mesurage du travail des ouvriers.

(Voir les nos 31, 184, 209, 219 et 223, session de 1900-1901, de la Chambre des Représentants; 65, même session, du Sénat.)

Présents : MM. le Duc d'URSEL, Président; DEVOLDER, DOREYE et SIMONIS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le présent Projet de Loi a pour objet d'étendre la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les poids et mesures aux opérations de mesurage du travail des ouvriers effectuées pour déterminer le montant du salaire.

Les instruments employés à ces opérations devront être dorénavant vérifiés et poinçonnés et ainsi seront supprimés les erreurs, les fraudes et surtout les soupçons de fraude qui pouvaient se produire dans l'état actuel des choses en ce qui concerne le paiement des salaires.

Ce Projet de Loi, dont l'élaboration est due à l'honorable M. Nyssens pendant son passage au Ministère de l'Industrie et du Travail, fut déposé à la Chambre le 1^{er} juin 1899 par son successeur, l'honorable M. Cooreman, mais il fut frappé de caducité par la dissolution du Parlement en 1900.

Le Ministre actuel, l'honorable Baron Surmont de Volsberghe, le représenta en séance de la Chambre du 11 décembre 1900.

Le texte primitif du Projet de Loi a été amendé par la Chambre d'accord avec le Gouvernement.

L'article 1^{er} interdit l'emploi d'unités de poids ou de mesures autres que les unités métriques lorsqu'il est fait usage soit de poids, soit de mesures de longueur, de surface, de capacité ou de solidité pour mesurer le travail des ouvriers en vue de déterminer leur salaire; l'article 2 prescrit la vérification et le poinçonnage des instruments employés à cet effet.

Ces deux articles constituent la règle générale fixée par la loi.

L'article 3 donne au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour établir des modes de mesurage spéciaux à certaines industries. D'abord, il est autorisé à interdire des unités de compte non basées sur le système

métrique ; plusieurs unités de ce genre, telles que la pièce tissée sans détermination de longueur, le paquet fait de manières diverses, etc., ont donné lieu à des plaintes ; telles autres, notamment le cadratin, employé pour déterminer le salaire des ouvriers typographes, n'a provoqué aucun grief ni du côté des patrons ni du côté des ouvriers.

Les n^{os} 2 et 3 de l'article 3 autorisent le Gouvernement à vérifier et, le cas échéant, à imposer des appareils autres que ceux prévus par la loi de 1855. Il existe notamment dans l'industrie du tissage de la laine un appareil de mesurage automatique déjà très répandu donnant toute satisfaction tant aux patrons qu'aux ouvriers et qu'il est désirable de voir imposer pour tous les métiers à tisser auxquels on peut l'adapter.

La diversité des cas particuliers est telle qu'il est impossible de les prévoir tous dans la loi et qu'il est nécessaire de donner au Gouvernement une délégation pour prendre les mesures qu'il jugera utiles suivant la situation des industries intéressées.

L'article 4 prescrit au Gouvernement de prendre l'avis des sections compétentes des Conseils de l'Industrie et du Travail avant d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 3, mais il a été entendu, dans la discussion qui a eu lieu à la Chambre, que cet avis ne sera donné qu'à titre consultatif. Il a été entendu aussi que, dans le cas où le Conseil de l'Industrie et du Travail ne serait pas constitué, le Gouvernement pourrait, s'il le jugeait utile, prendre l'avis d'un autre collège où patrons et ouvriers seraient représentés, tels que le Conseil des Prud'hommes ou le Conseil supérieur du Travail.

La disposition additionnelle votée par la Chambre et qui forme l'article 13 donne satisfaction à plusieurs réclamations légitimes qui se sont produites dans le pays au sujet des paiements des salaires aux ouvriers et des prélèvements opérés sur ces salaires lors des règlements partiels d'ouvrages exécutés à façon, à la pièce ou par entreprise (art. 5 de la loi du 16 août 1887).

Votre Commission vous propose l'adoption du présent Projet de Loi, qui a été voté à la Chambre en séance du 12 juillet 1901 à l'unanimité des 87 membres présents.

Le Rapporteur,
ALFRED SIMONIS.

Le Président,
Le Duc d'URSEL.